



Tél : 01.76.82.64.52

LE COMBAT DES FEMMES ; TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Le 8 mars est la journée internationale des femmes. C'est une journée de grèves et de manifestations en France et dans le monde entier depuis longtemps. Cette journée de lutte existe depuis 1910 à l'initiative de militantes et militants révolutionnaires de l'époque. Plus d'un siècle après, la cause des femmes n'est pas qu'un sujet historique.

Dans nombre de pays, les droits qu'elles ont conquis au cours des dernières décennies sont remis en cause.

Ici même, les inégalités salariales, la précarité, la double journée de travail avec souvent la responsabilité de la famille n'ont pas disparues.

82% de ceux qui touchent le minimum vieillesse sont des femmes. Les salaires des femmes sont inférieurs de 24% à ceux des hommes. L'écart est en moyenne de 500 € et ce sont les patrons qui nous volent tout cet argent.

Profitions du 8 mars pour nous mobiliser, pour dire que sans un changement de toute cette société d'exploitation les droits des femmes seront toujours menacés.

TRANSPORTS : C'EST FINI !

Mardi 5 mars, la direction a réuni les représentants syndicaux pour confirmer l'arrêt définitif du transport collectif à la date du 29 mars 2024.

Elle propose d'indemniser les 190 salariés de Renault...mais pas les travailleurs intérimaires. Quel mépris !

Elle a ensuite dévoilé son barème d'indemnisation. (Tableau ci-contre).

Pour notre part, nous estimons que cette indemnisation est loin de représenter les économies que Renault va faire sur le transport.

Nous avons réaffirmé rester sur nos positions : maintien intégral des bus.

Malgré ses discours sur l'écologie, l'économie circulaire, etc. Renault s'apprête à mettre sur les routes des dizaines de véhicules avec les risques d'accidents que cela entraîne.

Distance point de montée /Flins	Montant brut (versé une seule fois)
6,5 km	595 €
10	735
15	935
20	1135
25	1335
30	1535
35	1735
40	1935
45	2135
50	2335
55	2535
60	2735
65	2935
70	3135
73	3255

NOTRE SANTÉ, LA DIRECTION S'EN MOQUE !

Avec la fin de la Zoé, les chantiers se multiplient dans l'usine.

La direction ne donne aucune information claire et prend peu de mesures pour protéger la santé des travailleurs qui font ces travaux. Par exemple : elle n'a même pas fait faire une cartographie de la présence du plomb et de l'amiante alors que ces produits sont plus que dangereux. Il faut dire qu'elle refuse même d'évoquer qu'il puisse y avoir un problème. Nous avons donc alerté l'Inspection du travail.

Restons vigilants ensemble.

SERVICE NETTOYAGE : QUE CHERCHE LA DIRECTION ?

Les responsables poussent les travailleurs à quitter ce service pour aller ailleurs, par exemple, au roulage.

Pourtant les travailleurs ont souvent été reclassés au nettoyage suite à des restrictions avec l'avis du médecin.

Là, la direction cherche à les pousser vers des activités qui ne vont pas forcément durer et sans même se préoccuper de leur santé.

Qu'elle ne s'étonne pas que l'on n'accepte pas.

DLPA : ÇA DÉBORDE ! (CE N'EST PAS UN MUSÉE)

Depuis une dizaine de jours, nous recevons des références de pièces qui ne se vendent pas en quantité. Du coup, ces pièces continuent d'arriver mais ne sortent pas : l'atelier est complètement saturé...ce qui engendre des risques d'accident et un surcroît de travail.

Nous sommes intervenus hier en présence du directeur du site. Nous avons l'intention de mettre un DGI (Danger Grave et Imminent).

Le directeur s'est engagé à expédier les références qui posent problème vers des surfaces de stockage extérieur et de prendre moins de camions pour le reste de la semaine.

Nous resterons attentifs à ce que ces engagements soient tenus.